

2024

PROGRAMME COMPLET



CLAIR, NET ET PRÉCIS !

1 CHEZ NOUS, ON RESPECTE NOS TRADITIONS, NOTRE IDENTITÉ ET NOS VALEURS

2 CHEZ NOUS, ON REFUSE L'IMMIGRATION MASSIVE ET ON COMBAT L'ISLAMISATION QUI TRANSFORME NOTRE PAYS

3 CHEZ NOUS, ON EST PUNI À LA HAUTEUR DES CRIMES ET DÉLITS QUE L'ON COMMET

4 CHEZ NOUS, ON NE RACKETTE PAS FISCALEMENT LES TRAVAILLEURS

5 CHEZ NOUS, ON NE GASPILLE PAS L'ARGENT PUBLIC MAIS ON DÉFEND UN ÉTAT EFFICACE

6 CHEZ NOUS, ON DÉFEND UNE ÉCOLOGIE DU TERROIR ET DE PROXIMITÉ

BIENVENUE CHEZ NOUS !



Chez Nous est le parti de la défense de notre identité et de nos traditions mises à mal par l'immigration massive (et l'islamisation), mais aussi le wokisme et la *cancel culture* défendus par la gauche.



Chez Nous, est le parti qui revalorisera le pouvoir d'achat de chaque Belge, en luttant contre le gaspillage d'argent public des partis traditionnels et en revenant au bon sens, en matière énergétique notamment.



Chez Nous, nous pensons devoir agir pour davantage de sécurité, par l'instauration d'une politique de tolérance zéro, d'application réelle des peines et de revalorisation des agents chargés du maintien de l'ordre ; nous sommes en effet convaincus que la peur doit changer de camp et que nul ne peut rester impuni lorsqu'il casse, vole ou viole.



Chez Nous, l'argent doit retourner là où il n'aurait jamais dû cesser d'être : dans VOTRE poche ! Le pouvoir d'achat doit être la priorité à l'heure où de nombreux Belges ne parviennent pas à boucler les fins de mois. Pourtant, les impôts et taxes que vous payez servent aujourd'hui à financer le train de vie de l'État, c'est-à-dire aussi bien à maintenir en vie le Sénat inutile qu'à permettre au président du PS de toucher 400.000 euros par an.



Chez Nous entend rompre avec les pratiques dispendieuses des partis traditionnels et en revenir au bon sens populaire dans la gestion des deniers publics. C'est le moyen le plus certain de défendre un État efficace, au service de chacun, et de renouer avec un enseignement de qualité ou encore de proposer des routes plus sûres à ses usagers. Afin que les Belges soient entendus, nous proposons le recours au référendum !



Chez Nous est en phase avec les préoccupations de notre époque et entend agir concrètement pour l'environnement par la mise en place d'une écologie du terroir et de proximité, loin des tentations punitives des partis traditionnels.

Ces 6 points sont les engagements pour lesquels nous nous présenterons aux élections ! Avec une promesse : nous ferons toujours passer les nôtres avant les autres.

Comme partout en Europe, il y a la place pour un parti patriote en Wallonie. Aucun cordon sanitaire et aucune mesure antidémocratique ne pourront nous empêcher d'obtenir des élus dans les Parlements. Tous les indicateurs sur le terrain, dans les endroits où nous nous rendons chaque week-end, sont d'ailleurs positifs !

On ne pouvait trouver meilleur symbole que l'abeille qui figure sur notre logo : si essentielle à la biodiversité et pourtant menacée, comme nos villages, comme notre civilisation.

Et pourtant, nous pouvons et devons être fiers de ce que nous sommes. **Redonnons à nos lieux de vie, à la Wallonie, à notre pays, leurs lettres de noblesse et replaçons-les sur la carte du monde, pour de bonnes raisons : ses habitants, ses talents et ses paysages.**

1

CHEZ NOUS, ON REFUSE L'IMMIGRATION MASSIVE ET ON COMBAT L'ISLAMISATION QUI TRANSFORME NOTRE PAYS



1. Instauration d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité mettant en application la politique migratoire menée par le gouvernement.

2. Fin de l'immigration de peuplement et réduction drastique de l'immigration économique étant donné que notre pays n'est plus en mesure d'accueillir de nouvelles populations dans un contexte mondial d'explosion démographique et d'importation au sein de nos quartiers d'un conflit de civilisation.

3. Externalisation des demandes d'asile hors de la Belgique ; seules les personnes reconnues sous le statut de réfugié pourront entrer sur le territoire belge : toute personne entrée illégalement dans notre pays se verra d'office déboutée de son droit à demander l'asile.

4. Assignation à résidence des déboutés du droit d'asile qui refusent de quitter le pays.

5. Création d'une agence de la remigration chargée exclusivement du retour des migrants illégaux et des personnes expulsées.

6. Permis de séjour permanent lié à l'établissement de la preuve concrète d'une autonomie financière, au travail à temps plein pendant au moins trois ans, au fait d'être présent sur le territoire depuis au moins 5 ans et à la réussite des tests suivants : test de langue (test de niveau A1 doit être réussi dans les six mois suivant l'obtention d'un permis de séjour et le test de niveau A2 dans les neuf mois), test établissant le quotient intellectuel (score d'au moins 90 requis) et test de connaissance des mœurs et coutumes du pays d'accueil.

7. Naturalisation octroyée aux personnes n'ayant jamais été condamnées, présentes sur le territoire belge depuis au moins dix ans, et ayant réussi un test de connaissance de notre histoire, de nos traditions et de notre culture.

8. Retrait de la nationalité aux auteurs de crimes, aux multirécidivistes et aux personnes mêlées à des activités terroristes pour les personnes ayant la double nationalité.

9. Peines de prison des personnes étrangères exécutées en dehors de la Belgique, soit dans le pays d'origine, soit dans les pays ayant construit des prisons dans ce but.

10. Mise en place d'une campagne médiatique, via différents canaux de communication (radio, télévision, réseaux sociaux), menée dans les pays de provenance des migrants afin de **les dissuader de venir dans notre pays.**

11. Durcissement des conditions du regroupement familial en le couplant à un revenu décent afin d'éviter l'augmentation de la paupérisation engendrée par l'immigration.

12. Sortie du Pacte de Marrakech afin que les associations ne puissent s'en revendiquer pour nourrir leur projet immigrationniste.



13. **Renforcement, dans le cadre européen, des moyens alloués à l'agence Frontex** afin de donner à celle-ci le rôle de garde-frontières ; aide aux pays européens ayant des frontières extérieures (Italie, Grèce...) afin de lutter contre les entrées non désirées sur leur territoire.

14. **Octroi des allocations et aides aux personnes ayant cotisé depuis au moins trois ans dans notre pays.**

15. **Conditionnement de l'aide au développement accordée aux pays en fonction de leur collaboration dans la lutte contre l'immigration illégale** et la réintégration de leurs ressortissants expulsés de Belgique

16. Mise en place d'un parcours d'intégration obligatoire pour les étrangers arrivés légalement sur notre territoire

17. **Suppression des accommodements raisonnables**, de la discrimination positive et de toute politique des quotas qui ne font que déliter notre identité et qui dévalorisent le mérite comme critère de jugement

18. **Fermeture immédiate des mosquées salafistes** et renvoi immédiat dans leur pays d'origine des imams qui propagent la haine sur notre territoire



19. Interdiction du financement des cultes par des pays et officines étrangers ; lutte contre l'entrisme exercé par des pays ou des associations dans notre pays ; interdiction des Frères musulmans qui propagent, partout en Europe, jusque dans les instances officielles, l'islam le plus rétrograde

20. Interdiction de l'affichage ostensible et problématique des croyances qui ne font pas partie de notre patrimoine culturel et religieux : interdiction des burqas et des abayas dans l'espace public, maintien de l'interdiction du burkini dans nos piscines, interdiction du port du voile dans les administrations, la fonction publique et les écoles

21. Autorisation donnée aux employeurs d'interdire le port du voile et d'autres vêtements religieux sur le lieu de travail afin de faciliter la cohésion d'équipe

22. Interdiction de l'abattage rituel sur tout le territoire belge



2

CHEZ NOUS, ON RESPECTE NOS TRADITIONS, NOTRE IDENTITÉ ET NOS VALEURS

- 1. Création d'un nouveau pôle des savoir-faire, des arts et des métiers**, contenant une grande école par province, en relation directe avec les institutions et les administrations pour la mise à disposition de personnel
- 2. Transformation du ministère de la Culture**, qui n'est qu'une machine à subsidier les artistes officiels, en un ministère du Patrimoine, des Traditions et de la Culture
- 3. Revalorisation de notre passé et lutte contre le wokisme et la *cancel culture*** qui ne sont que les nouveaux noms de la haine de soi et de la censure ; maintien du nom de nos rues, avenues, espaces ; protection de nos statues et autres infrastructures liées à notre histoire
- 4. Inscription des racines chrétiennes de notre pays dans la Constitution** afin de défendre notre culture commune ; et en même temps rappeler que le fonctionnement de l'État est basé sur une séparation entre le spirituel et le temporel
- 5. Retour à nos traditions : revenir aux noms religieux des périodes de congé** (congé de carnaval, de Pâques, de Toussaint, de Noël...), permettre l'édification de crèches en période de Noël et accepter la présence de Père Fouettard aux côtés de Saint-Nicolas
- 6. Instauration d'une politique de préférence nationale et instauration d'un bouclier juridique permettant aux Belges de revendiquer les mêmes droits que ceux accordés à tout étranger présent sur le territoire national** : la priorité sera ainsi accordée aux Belges dans l'attribution des logements sociaux et aux entreprises belges dans l'attribution des marchés publics

7. Instauration d'un protectionnisme européen, lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale ; abrogation de la directive sur les travailleurs détachés qui met les travailleurs belges en concurrence déloyale avec des travailleurs à bas coût

8. Autorisation accordée aux propriétaires de choisir eux-mêmes leurs locataires et ne pas les obliger à se conformer à des standards moraux

9. Défense de l'Europe comme civilisation et sauvegarde du patrimoine européen contre les institutions européennes apatrides ; refonte de l'Union européenne dans le sens d'une Europe des Nations et des peuples libres basée sur des projets communs (sauvegarde des frontières, développement dans le domaine des nanotechnologies, de l'intelligence artificielle et de la conquête spatiale, réindustrialisation, développement de géants européens du numérique contre les GAFAs...) , empêcher à tout prix l'entrée de la Turquie, de l'Albanie et du Kosovo dans l'Union européenne et de tout pays dont les valeurs sont incompatibles avec l'esprit européen

10. Défense de la liberté d'expression et du pluralisme d'opinion, notamment dans les médias ; fin des cordons sanitaires et autres mesures antidémocratiques qui n'ont d'autre but que de brider l'expression de l'opposition ; mise à disposition des citoyens d'un temps de parole limité lors des séances plénières des assemblées législatives

11. Lutte contre toutes les formes de racisme, y compris le racisme anti-blancs qui tend à progresser en Europe



12. **Mise en place d'une politique de défense des animaux**, fidèle à notre civilisation qui en a fait des compagnons de vie particulièrement appréciés et choyés ; reconnaissance de l'animal comme être sensible afin d'être mieux armé juridiquement en cas de maltraitance ; mise en place de mesures concrètes dont la fin de l'abattage rituel partout sur le territoire.

13. **Instauration d'un « bon d'achat terroir »**, sur le modèle des chèques-repas ou des titres-services, qui pourront être écoulés contre des produits locaux ou chez les petits commerçants.

14. **Réhabilitation des lieux de vie et de sociabilité** : les quartiers, les centres-villes, les villes et les villages doivent être des endroits où les habitants aiment se retrouver, échanger, consommer ; pour ce faire, nous mettons en place un plan (économique, de mobilité...) afin que l'activité s'implante à nouveau pleinement dans les cœurs battants de la Wallonie.

15. **Soutien à l'Horeca** : chaque baisse de leur activité pour des raisons indépendantes de leur volonté (travaux, lockdowns...) doit être compensée financièrement.

16. **Obligation pour les collectivités locales, les entreprises publiques et les institutions de se fournir chez des artisans et producteurs locaux.**

17. Tout en reconnaissant aux homosexuels tous leurs droits et sans revenir sur ceux-ci, **lutte contre la propagande LGBTQIA, notamment quand elle vise les enfants** (le plus jeune âge doit être réservé à l'apprentissage de savoirs et être préservé de toute sexualisation ; d'ailleurs nous nous opposons au changement de sexe pour les mineurs) ou quand elle veut imposer des athlètes transgenres dans les épreuves sportives féminines (comme nous aimons le sport féminin, nous entendons le préserver !)



18. Tout en défendant l'identité, du village à la civilisation, et l'existence des frontières, être fiers de notre région et la faire connaître dans le monde entier en portant **la candidature de la Wallonie à l'organisation d'une exposition universelle.**

19. **Maintien du lien social indispensable dans une société unie, via la défense des métiers qui l'incarnent comme les caissières, dans les grandes surfaces, que nous refusons de voir remplacées par des caisses automatiques (par l'imposition d'un quota minimum d'employés par caisse automatique).**

20. **Mise en place d'une politique nataliste** afin d'endiguer la baisse du taux de natalité, par l'allongement du congé de maternité et de paternité, la création de nouvelles crèches et l'octroi d'un prêt de 20.000 euros pour toute femme belge se mariant avec suspension du remboursement de trois ans à chaque enfant et annulation de la dette au troisième enfant.

21. Le droit de vote vient consacrer l'appartenance à une communauté d'appartenance : il doit être réservé aux Belges et ouvert aux Européens dans le cadre des élections communales ; **nous nous opposons fermement au droit de vote pour les personnes étrangères.**



3

CHEZ NOUS, ON EST PUNI À LA HAUTEUR DES CRIMES ET DES DÉLITS QUE L'ON COMMET !

1. **Instauration d'une politique de tolérance zéro** : chaque fait délictueux, chaque crime, chaque manquement à la vie en société doivent être punis dès le premier acte, afin d'empêcher que se développe un sentiment d'impunité ; cela vaut également pour les crachats, les tags sur les murs, les insultes...

2. **Revalorisation du statut de policier** ; les forces de l'ordre doivent être réarmées, au sens propre comme au sens figuré, et doivent être renforcées dans leur exercice du monopole de la violence légitime ; reconnaissance de la présomption de légitime défense dans l'exercice de leur fonction ; peines aggravées en cas de violence contre les policiers.

3. **Construction de 500 places de prison supplémentaires afin d'éviter des libérations pour cause de « surpopulation carcérale »**, signature d'accords avec des pays étrangers afin d'externaliser l'emprisonnement.

LA DENSITÉ CARCÉRALE BELGE DÉTIENT PRESQUE LE RECORD CONTINENTAL : 117 DÉTENUS POUR 100 PLACES !

4. **Accomplissement réel et effectif des peines prononcées**, jusqu'à leur terme ; réduction des conditions de libération conditionnelle.

5. **Expulsion des étrangers multirécidivistes et auteurs de crimes** : ayant rompu le contrat de confiance noué avec le pays qui leur a accordé l'hospitalité, leur place n'est plus dans notre pays.

6. **Mise en place de programmes de réhabilitation efficaces en prison** et d'un suivi post-libération.

7. Combattre les actes sexistes et homophobes, commis notamment dans l'espace public (insultes, remarques déplacées, sifflets...), principalement dans certains quartiers.

8. Lutte contre les féminicides en protégeant les femmes victimes de violence, notamment par des mesures d'éloignement des compagnons violents.

9. Lutte sans merci contre le trafic de drogue qui se répand dans notre pays, plaque tournante en Europe, et interdiction de la consommation de toute drogue, y compris le cannabis, afin d'assurer le développement d'une jeunesse à la hauteur des enjeux sociétaux et économiques.

10. Suppression des allocations familiales perçues par les parents des mineurs délinquants, afin de les responsabiliser et de rappeler le rôle central qu'ils jouent dans l'éducation de leurs enfants.

11. Suivi psychologique obligatoire pour les déviants sexuels (pédophiles, zoophiles, nécrophiles, ...), peines alourdies en cas de viol ; castration chimique des pédophiles ; empêcher une libération de Dutroux ; lutte contre l'exhibitionnisme.

12. Mise en place d'une politique efficace de protection des enfants, amélioration des services d'accompagnement pour les enfants subissant des violences à la maison ou à l'école.

13. Lutte efficace et directe contre les squatteurs, en les expulsant directement des lieux qu'ils occupent illégalement et obligation pour ceux-ci de réparer les dégâts occasionnés.

14. Possibilité de rétablir les frontières nationales en cas de menaces (terroristes, sanitaires...).



CHEZ NOUS, L'ARGENT DOIT RETOURNER DANS LA POCHE DES BELGES, EN METTANT FIN AU RACKET FISCAL POUR AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT !

1. **Instauration d'un patriotisme économique** et d'une politique de réindustrialisation afin de relancer l'emploi et d'être autonomes dans les domaines stratégiques

2. **Mise en place d'une politique énergétique durable qui garantit les prix les plus bas** ; la Belgique doit miser sur le nucléaire, plus efficace et durable que les énergies dites renouvelables qui coûtent cher (et qui, parce qu'elles sont intermittentes, nécessitent des apports polluants en gaz et en charbon) ; mise en place d'une réduction rendue permanente de la TVA sur le gaz et l'électricité !

3. **Prix garantis à la pompe de façon pérenne** : concrètement, lorsque les prix du marché augmentent, les taxes et les accises doivent baisser afin que cela reste indolore.

4. **Revalorisation des petites pensions** : un salarié émargeant au privé touche en moyenne une pension brute d'environ 1.375 euros (et ceci est une moyenne : autant dire que la plupart des retraités belges touchent moins) : nous proposons une revalorisation immédiate de 10 % de toutes les petites retraites en-dessous de ce montant moyen, de 5 % au-delà, jusqu'à 1800 euros.

5. **Permettre à chacun, et cette mesure touchera évidemment directement les jeunes, d'acquérir son logement en baissant les droits d'enregistrement de 12,5 % en Wallonie (un vol !) à 6 %**

6. **Suppression de tous les droits de succession sur l'habitation familiale**

7. Instauration d'un impôt plus juste au profit du citoyen et des PME :

a. Instauration d'une taxe pour les géants du numérique trop peu imposés en Europe et suppression des réductions d'impôts, niches fiscales et intérêts notionnels accordés aux multinationales

b. Favoriser les PME en permettant à chaque entreprise d'embaucher trois personnes sans autre charge que le salaire net

c. Pour les jeunes de moins de 30 ans, suppression de l'impôt sur les sociétés pour les entrepreneurs pendant les 5 premières années de leur activité

d. Augmentation des salaires nets par une baisse généralisée des retenues, impôts et taxes alors que les Belges sont aujourd'hui parmi les plus taxés au monde (le jour de libération fiscale, c'est-à-dire le moment de l'année où nous cessons de travailler dans notre pays pour alimenter le train de vie de l'État est... le 15 juillet) ; concrètement, nous proposons une diminution de 10 % d'imposition sur la première tranche et de 5 % sur la seconde ; en revanche, nous sommes favorables à l'instauration d'un impôt européen sur les grandes fortunes

8. Revalorisation salariale et accroissement des moyens pour les professions qui souffrent à force d'être méprisées par les pouvoirs publics : policiers, gardiens de prison, personnel médical, ambulanciers, aides-soignants, éboueurs etc ...

9. Suppression de la TVA sur un panier de produits de première nécessité, tant en ce qui concerne l'alimentation que l'hygiène : fruits et légumes, pâtes, riz, pain, sucre, sel et poivre, viande, produits laitiers, serviettes hygiéniques, savon, shampoing, couches, papier toilette, eau... autant de denrées indispensables à notre survie dans des conditions dignes et décentes !



10. **Concertation avec les grandes surfaces** : si nous ne croyons pas à l'économie dirigée chère au communisme et qui termine toujours dans la pauvreté, nous misons sur le bon sens et, espérons, le sens civique des patrons de grandes surfaces ; **nous les appelons, en période de crise, à participer à l'effort national, en calquant les prix sur ceux qui ont cours en France et dans d'autres pays d'Europe.**

11. **Fin des accords de libre-échange qui provoquent une concurrence déloyale pour nos agriculteurs** et mettent en péril leur exploitation.

12. **Diminution drastique de la fiscalité automobile individuelle** en prenant néanmoins en compte l'impact environnemental du véhicule.

13. **Maintien de l'argent liquide**, perçu comme une liberté de transaction, contre sa disparition programmée.

14. **Permettre aux chômeurs de longue durée d'accomplir des travaux d'intérêt général** afin d'embellir nos espaces de vie en les rétribuant sous forme de bons d'achat terroir.

15. **Lutte accrue contre toutes les fraudes, fiscales et sociales** notamment par la création d'un ministère y étant dédié.

16. **Mettre fin au retrait des avantages accordés aux personnes handicapées lorsque celles-ci trouvent un emploi**, se marient ou se mettent en ménage : un handicap ne peut pas être assimilé à une maladie ou une invalidité temporaire mais doit être considéré en tant que tel dans l'accompagnement individualisé de la personne.



5

CHEZ NOUS, ON NE GASPILLE PAS L'ARGENT PUBLIC, ON DÉFEND UN ÉTAT EFFICACE !

1. **Mettre fin à la particratie**, la toute-puissance des partis, en diminuant de moitié la dotation publique annuelle qui est accordée à ceux-ci.

2. **Economies drastiques sur coût annuel de l'État** : réduction de moitié du nombre de ministres et du personnel employé dans les cabinets ministériels, suppression du Sénat et de ses 40 millions de coûts annuels de fonctionnement ; suppression des intercommunales inutiles qui ne servent que les intérêts de quelques responsables politiques.

3. **Limitation à trois du nombre de mandats publics rémunérés et à trois du nombre de mandats consécutifs à une même fonction.**

4. **Redéploiement des aides aux médias** pour garantir une plus grande pluralité :

a. **Suppression de la dotation annuelle de la RTBF s'élevant à 300 millions d'euros et des autres aides accordées aux médias, servant essentiellement à financer une pensée unique de gauche**

b. **Instauration d'un nouveau système de financement des médias permettant à chaque citoyen de choisir, au moment de remplir sa déclaration fiscale, le ou les médias qu'il souhaite financer**

5. **Fin de la culture des subsides, de surcroît souvent opaques, aux ASBL politisées ; suppression de Myria** (qui devient un service de l'Office des étrangers) et **suppression du centre pour l'égalité des chances (UNIA)** afin d'allouer son budget aux associations défendant les anciens combattants.

6. Refonte de l'enseignement dans le sens de l'effort, du mérite et des connaissances :

- a) Recentrage sur les savoirs élémentaires dans l'enseignement primaire (écriture, lecture, calcul ; histoire chronologique et non-repentante...)
- b) Refonte en profondeur du Pacte d'Excellence : suppression du tronc commun jusqu'à 15 ans afin d'orienter au plus vite les élèves vers le domaine de leur choix
- c) Instauration d'un baccalauréat en fin de secondaire : une épreuve commune est un rite de passage vers l'âge adulte et permet à l'élève de se situer dans le champ des connaissances
- d) Instauration d'un test de culture générale en fin de cycle : la culture est ce qui nous est commun et nous lie à travers les âges
- e) Revalorisation de l'enseignement technique et professionnel afin d'augmenter le savoir-faire et l'éclosion de talents
- f) Rendre plus efficaces et plus accessibles les centres PMS afin de venir en aide aux jeunes en détresse
- g) Promotion de l'uniforme, garant d'un sentiment d'appartenance commun et de bonne tenue vestimentaire
- h) Retour à l'écriture manuelle, plus favorable à l'apprentissage et à la concentration et permettant de lutter contre la dépendance aux nouvelles technologies

7. Valorisation des activités parascolaires afin d'éviter au maximum l'isolement social.



8. Instaurer un référendum d'initiative citoyenne dont les résultats seraient contraignants, afin de redonner pleinement la parole au peuple.

9. Refaire de la Wallonie une place forte de l'économie :

a. Accroître les moyens alloués à la recherche afin d'encourager l'établissement de pôles majeurs où la Wallonie jouerait un rôle moteur, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle afin de ne pas devenir une colonie numérique

b. Soutenir la production de biens essentiels sur notre territoire pour réduire notre dépendance aux autres pays

c. Instauration d'un guichet unique pour les entreprises et les indépendants et simplification des démarches administratives

10. Dépolitisation de l'administration et mise en place d'un processus de recrutement basé sur les capacités et le mérite.

11. Mise en place de l'agence Augias qui investiguera et luttera contre la corruption politique en vogue dans notre pays et contre les intrusions des Etats et offices étrangers dans les politiques menées.

12. Rendre inéligibles à vie les mandataires publics ayant fauté dans l'exercice de leur mandat.



13. **Revoir le fonctionnement institutionnel du pays** en vue d'une simplification de la structure étatique, empêchant que des compétences voisines ou complémentaires soient exercées à des niveaux de pouvoir différents et en concurrence les unes avec les autres (la lasagne institutionnelle actuelle ne profitant qu'aux partis traditionnels qui peuvent ainsi multiplier les postes)

14. **Lutte contre la fraude aux logements sociaux**, concernant notamment les nombreuses personnes qui en bénéficient tout en ayant un logement à l'étranger



15. **Mettre les moyens dans la sécurité routière** : mise en place d'un plan "routes" de grande ampleur afin que celles-ci soient plus sûres et permettent la diminution du nombre de tués : combler les nids de poule... ; assurer la sécurité des motards, notamment en remplaçant les glissières de sécurité afin qu'elles ne soient plus des guillotines

16. **Développement d'une politique de mobilité** s'appuyant sur la complémentarité des moyens de transport et non sur des processus punitifs ; offrir des transports publics de qualité, en développant notamment les transports en commun de nuit dans les villes ou en maillant davantage l'ensemble du territoire ; investissement dans le matériel pour endiguer les pannes et retards causés par la vétusté des équipements ; lutte contre l'insalubrité et le vandalisme dans les espaces publics, y compris les transports en commun (sièges, arrêts de bus, quais, voies, ...)

17. **Maintien du moteur thermique**, car sa suppression aurait des conséquences financières dramatiques pour les ménages les plus modestes ; d'ailleurs le tout électrique ne ferait qu'accroître notre dépendance (aux métaux rares) sans être une solution en matière climatique

18. **Mise en place d'une politique des trains à l'heure** plutôt que des grandes gares qui coûtent cher pour assouvir l'égo de quelques responsables politiques

19. **Mise en place d'une politique étrangère** qui prend en compte les intérêts exclusifs des Belges et des Wallons, plutôt que des considérations morales

20. **Coupler l'aide au développement à l'obtention de résultats économiques, démocratiques, environnementaux et à la politique migratoire et de sécurité**



6 CHEZ NOUS, ON DÉFEND UNE ÉCOLOGIE DU TERROIR ET DE PROXIMITÉ

1. Engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique (respect des engagements pris par la Belgique en matière de réduction des émissions de CO2) par une relocalisation de la production, sans recourir à l'écologie punitive et de façon concertée à l'échelle mondiale : **les pays européens ne doivent pas être les seuls à fournir des efforts, et ceux-ci doivent également se calquer sur ceux des autres puissances**

2. **Valorisation des circuits-courts** qui garantissent non seulement une alimentation de qualité, mais aussi une réduction des gaz à effet de serre en refusant que les produits fassent le tour de la planète avant d'arriver dans nos assiettes.

3. **Valorisation de l'agriculture extensive afin de favoriser des produits de qualité et respectueux du bien-être animal et, plus globalement, des ressources de la nature**

4. Pour toute commande publique, obligation de **recourir à des produits du terroir** (cantines scolaires, administrations, etc.)

5. **Classification des paysages remarquables** afin de les intégrer dans notre patrimoine commun à protéger

6. **Contraindre la grande distribution à acheter des produits à nos agriculteurs à un prix raisonnable et à réserver une partie de leur rayonnement aux producteurs locaux**



7. **Lutte contre le gaspillage alimentaire** dans la grande distribution

8. **Instauration d'une réglementation sur les styles architecturaux** et utilisation des matériaux locaux en construction

9. **Lutte contre la pollution sonore et visuelle** dans nos villes et nos campagnes : bruits divers, graffitis, déchets...

10. **Interdiction de l'huile de palme**, cause de déforestation massive, et des hormones de croissance pour les animaux

11. **Lutte contre l'obsolescence programmée** en sévissant contre les entreprises y ayant recours par une interdiction de vente

12. **Diversification des sources d'énergie** afin de ne pas être tributaire d'un seul type d'approvisionnement : nucléaire, solaire, et biomasse.

13. **Mise en place d'une application « Wallonia » pour smartphones**, répertoriant toutes les fermes ouvertes au public, centres de dégustation, commerces de proximité...





14. Interdiction d'exporter des grumes bruts (troncs d'arbres) dans le but de soutenir nos scieries

15. Instauration de quotas d'habitants par village afin de préserver la population locale et éviter la spéculation immobilière causée par la création d'hébergements touristiques

16. Curage et dragage des cours d'eau, réfection et élagage des berges ainsi que correction de certains méandres dus aux innovations

17. Promotion des activités de ramassage des ordures le long des routes et cours d'eau sur base du volontariat par les citoyens et groupes de jeunesse mais aussi par des personnes condamnées à des travaux d'intérêt général ou des chômeurs de longue durée

18. Être les fers de lance d'un programme mondial de préservation des abeilles, essentielles à notre biodiversité